

**COMMUNIQUE DE PRESSE N° 07/OLUCOME/04/08 PORTANT
DENONCIATION DU BLOCAGE SECULAIRE DES ACTIVITES DE
L'ASSEMBLEE NATIONALE.**

Dans ses missions, l'Assemblée Nationale, représentant le Peuple, vote les lois et contrôle l'action gouvernementale dans ses diversités. Son mandat est d'être l'œil et le défenseur des intérêts publics en lieu et place du peuple qui l'a mandatée.

Le présent communiqué fait suite aux nombreux autres que l'Observatoire de Lutte Contre la Corruption et les Malversations Economiques « OLUCOME » a rendus public à l'endroit de la communauté tant nationale qu'internationale quant au mauvais fonctionnement de cette précieuse Institution. Ce dysfonctionnement s'est manifesté depuis son élection en août 2005 et par un arrêt « **continu** » de sessions depuis février 2007. Les Burundais qui avaient fondé beaucoup d'espoirs dans cette Institution dont ils s'étaient dotés lors des élections de 2005 sont déçus. Aujourd'hui, la seule activité est de se présenter pour signer et simuler une session afin de se procurer du carburant et d'autres avantages.

L'OLUCOME regrette que cette institution vienne d'encaisser une somme colossale de **5 145 673 746** Fbu des huit mois payés en 2007 alors que les travaux étaient bloqués ajoutée de **3 508 188 135** Fbu pour les quatre mois de l'année 2008. A ces sommes de **8 653 861 881** Fbu s'ajoute un montant de 700 000 000 Fbu pour les frais d'expropriation et de lotissement pour les parcelles des parlementaires faisant le total de **9 353 861 881 de nos francs**. Cette somme pourrait construire **156 centres de santés**.

Le total des pertes occasionnées par ce blocage n'est pas calculable : le blocage au sein de cette institution paralyse tout le fonctionnement de l'Etat. En effet, si les lois ne sont pas votées ; le sénat ne fonctionne pas et

par conséquent, les différents Ministères et Vices Ministères manquent de lois d'application de certains décrets présidentiels et deviennent bloqués également.

Cette situation fait que les bailleurs de fonds perdent la confiance et gèlent le déblocage des appuis budgétaires promis et susceptibles d'alléger la précarité de la population, celle- là même qui a érigée ces personnalités au titre d' « Honorables ».

L'OLUCOME s'inquiète de l'attitude des Députés qui, visiblement arrêtent les activités pour des intérêts personnels et/ou de leurs partis politiques.

Compte tenu de ce constat malheureux, l'OLUCOME recommande :

1. Aux Députés ;

- De faire preuve de leur sens élevé de patriotisme ; tout en protégeant leurs intérêts, en mettant en avant l'intérêt général soit l'intérêt de la population qu'ils représentent.
- Vu les moyens financiers exorbitants perçus indûment par les députés pendant que la population, grand contribuable, croupisse dans la misère sans nom, l'OLUCOME estime qu'il est grand temps que ces derniers en prennent conscience et agissent en fonction des intérêts de la population qui les a mandatés.
- d'être courageux et déclarer au peuple leur démission au lieu de continuer à puiser dans les caisses publiques sans rien faire pour le peuple qui les a élus.

2. A Chef de l'exécutif ;

- De se pencher personnellement à cette question qui commence à dépasser les compétences du président de l'Assemblée Nationale.

3. Aux bailleurs de fonds ;

- Aujourd'hui plus que jamais, de venir au secours des burundais qui attendent impatiemment le financement du CSLP ; un outil indispensable pour sortir de la pauvreté extrême dans laquelle baignent les burundais.

Fait à Bujumbura, le 30 /04/2008

Pour l'OLUCOME,

Gabriel RUFYIRI

Président